

SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE ÎLE-DE-FRANCE

4^e trimestre 2023

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

4e trimestre 2023

- En Île-de-France, au 4e trimestre 2023, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 0,4 % en catégorie A et de 1,2 % en catégories A, B, C
- Le taux de chômage augmente de 0,2 point au 3e trimestre 2023, à 7,0 % de la population active
- L'emploi salarié augmente légèrement au 3e trimestre 2023 (+0,3 %)
- La baisse des demandes d'autorisation d'activité partielle se poursuit au cours du 4e trimestre 2023
- Le nombre de procédures et le nombre d'emplois menacés par des PSE ou des RCC augmente légèrement entre le 3e et le 4e trimestre 2023.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec France Travail et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de France Travail, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur Pôle emploi.
- Une expérimentation d'accompagnement renforcé vers l'emploi des bénéficiaires du RSA (BRSA) a été initiée en avril 2023 dans 18 territoires de France dont l'un d'eux est situé dans les Yvelines. Fin décembre 2023, cette expérimentation concerne, dans toute la France, environ 15 200 personnes dont 11 000, orientées vers un parcours emploi ou socio-professionnel, sont comptabilisées comme demandeurs d'emploi.
- La prochaine publication sera disponible en mai 2024 et portera sur le premier trimestre 2024. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail

Page 7-8 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 10 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché

Page 12 : Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA

Page 13 : Les entrées et les sorties de France Travail

Page 14 : Le taux de chômage

Tensions sur le marché du travail

Page 15 : Les offres d'emploi collectées* par France Travail

Page 16 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 17 : Les tensions selon les métiers

Emploi

Page 18 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 19 : L'emploi salarié

Page 20 : L'emploi salarié par secteur

Page 21 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 22 : L'activité intérimaire

Accompagnement des mutations économiques

Page 23 : Les demandes d'activité partielle

Page 24 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à France Travail et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 970 160 en moyenne au *quatrième trimestre 2023*. Parmi eux, 596 130 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégorie A, la demande d'emploi augmente de 0,4 % au *quatrième trimestre 2023* et diminue de -1,1 % sur un an.

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente (+1,2 % sur le trimestre et +1,5 % sur un an). Sur le trimestre, la demande d'emploi des hommes augmente autant que celle des femmes. La demande d'emploi des moins de 25 ans continue d'évoluer bien plus défavorablement que celle des autres catégories d'âge.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à cette hausse sont ceux de la gestion et administration des entreprises, ceux du commerce et ceux de l'informatique et télécommunications. Au contraire, ceux des services aux particuliers et aux collectivités contribuent à limiter cette hausse.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente de 0,4 % au *quatrième trimestre 2023* après 9 trimestres consécutifs de baisse (-1,8 % en un an).

Le taux de chômage, au sens du BIT, augmente de 0,2 point au *troisième trimestre 2023*, s'établissant à 7,0 % de la population active, contre 7,2 % en France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

Le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail augmente fortement au *quatrième trimestre 2023* (+3,7 % après -3,0 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 42 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *quatrième trimestre 2023*. C'est plus qu'au trimestre précédent (39) et moins qu'au *quatrième trimestre 2022* (45).

Emploi

Au *troisième trimestre 2023*, le nombre de déclarations préalables à l'embauche dépasse les 2,2 millions en Île-de-France, soit +2,2 % de plus qu'au *troisième trimestre 2022*.

Au *troisième trimestre 2023*, l'emploi salarié augmente légèrement (+0,3 %).

Au *troisième trimestre 2023*, un peu plus de 2 millions de contrats d'embauche sont signés dans le secteur privé, soit +0,5 % par rapport au trimestre précédent.

Le nombre d'intérimaires diminue de 2,6 % au *troisième trimestre 2023*.

Accompagnement des mutations économiques

Au *quatrième trimestre 2023*, environ 500 autorisations d'activité partielle ont été accordées, en baisse par rapport au trimestre précédent; ce nombre reste toutefois plus élevé qu'avant la pandémie.

Au *quatrième trimestre 2023*, 71 plans de sauvegarde de l'emploi et 11 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. Près de 5 300 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région. Ces chiffres sont légèrement supérieurs à ceux observés au trimestre précédent.

Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 4e trimestre 2023

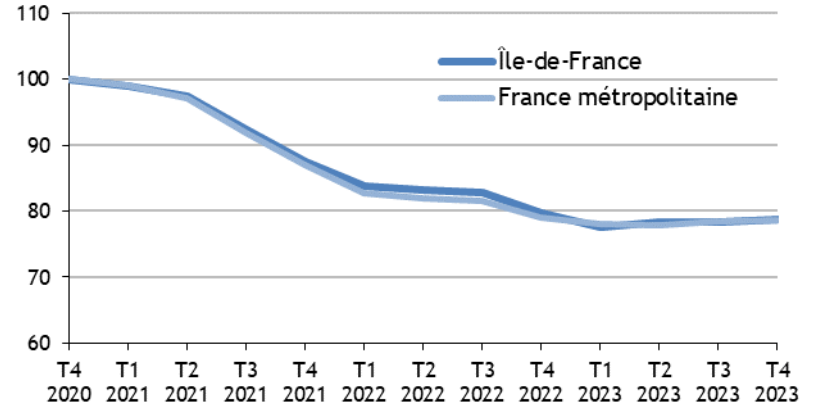
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 4e trimestre 2023 augmente de 0,4 % en catégorie A et de 1,2 % en catégories A, B, C (respectivement -1,1 % et +1,5 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) augmente (+2,6 % après +1,0 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories augmente de 2,1 %.

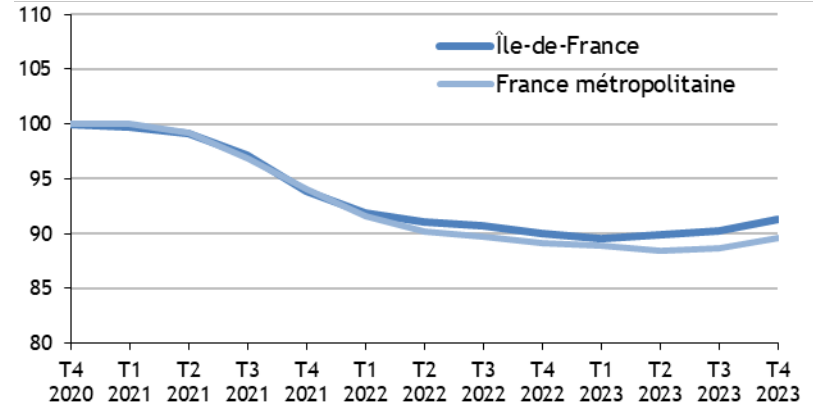
4e trimestre 2023	Île-de-France	France métro.	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	596 130	2 824 400	0,4	0,2	-1,1	-0,4
Catégories B, C (demandeurs en activité réduite)	374 030	2 305 170	2,6	2,1	6,1	1,5
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	970 160	5 129 570	1,2	1,0	1,5	0,4

Le nombre de demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi diminue de 1,8 % pour les inscrits sans emploi (catégorie D) et augmente de 2,2 % pour les inscrits en emploi (catégorie E).

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A
(données CVS-CJO, Indice 100 au 4e trimestre 2020)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 4e trimestre 2020)



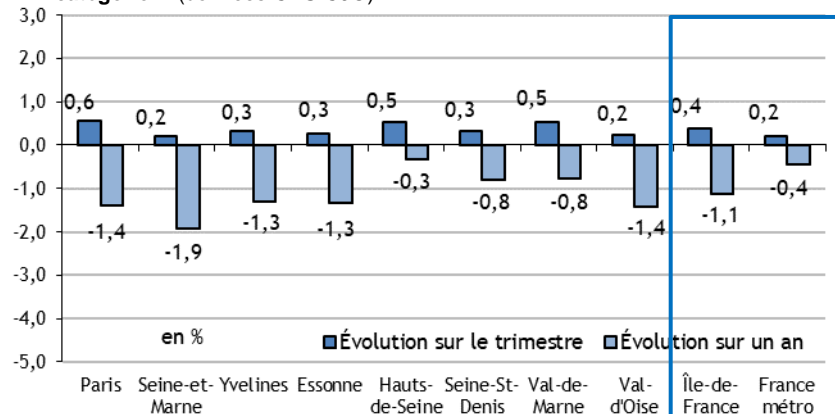
Les demandeurs d'emploi par département au quatrième trimestre 2023

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente dans l'ensemble de la région. Les évolutions se situent entre +0,2 % en Seine-et-Marne et dans le Val-d'Oise et +0,6 % à Paris. Sur un an, c'est une baisse qui est enregistrée dans tous les départements franciliens et, elle est plus prononcée qu'en France métropolitaine (-0,4 % contre -1,1 % pour l'Île-de-France).

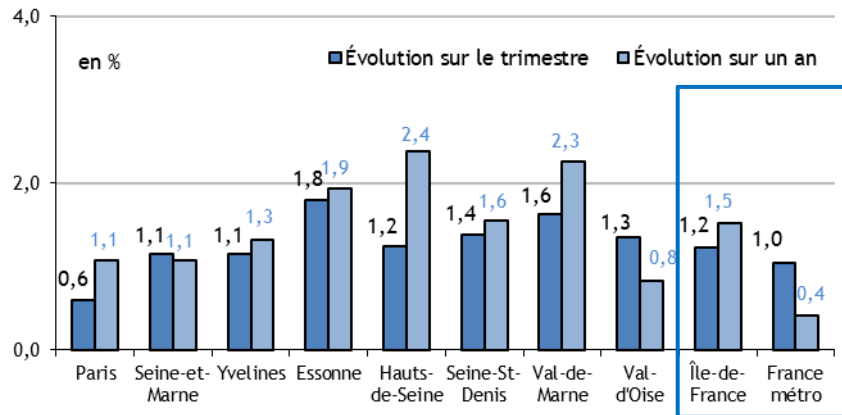
En catégories A, B et C, la demande d'emploi francilienne augmente de 1,2 % et de 1,0 % pour l'ensemble de la France sur le quatrième trimestre. C'est dans le département de l'Essonne que cette hausse est la plus forte (+1,8 % sur le trimestre).

Données CVS-CJO 4e trimestre 2023	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	108 330	0,6	-1,4	189 110	0,6	1,1
Seine-et-Marne	62 590	0,2	-1,9	104 070	1,1	1,1
Yvelines	60 770	0,3	-1,3	98 900	1,1	1,3
Essonne	53 730	0,3	-1,3	89 380	1,8	1,9
Hauts-de-Seine	70 250	0,5	-0,3	112 910	1,2	2,4
Seine-St-Denis	108 730	0,3	-0,8	168 310	1,4	1,6
Val-de-Marne	67 630	0,5	-0,8	107 060	1,6	2,3
Val-d'Oise	64 110	0,2	-1,4	100 420	1,3	0,8
Île-de-France	596 130	0,4	-1,1	970 160	1,2	1,5
France métro.	2 824 400	0,2	-0,4	5 129 570	1,0	0,4

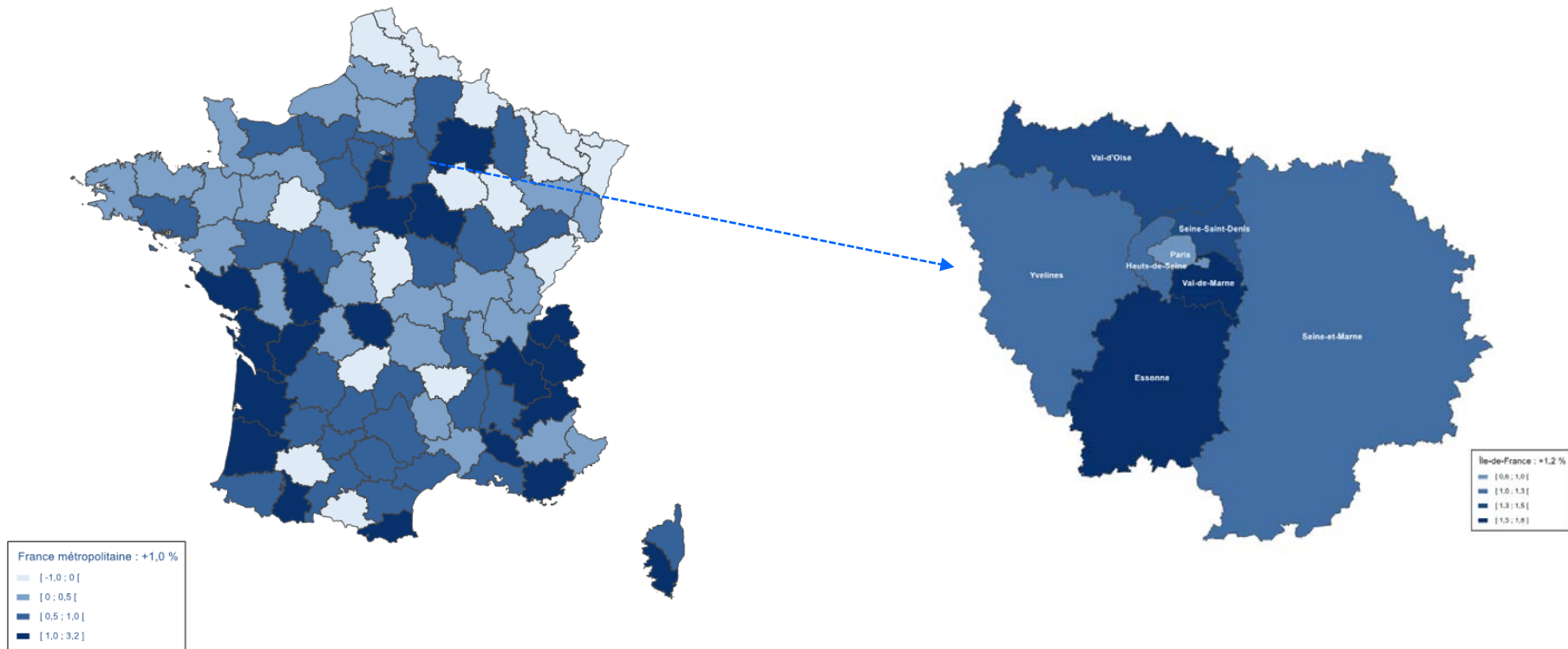
Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégories A, B, C (données CVS-CJO)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 3e trimestre 2023 et le 4e trimestre 2023 (en %, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 4e trimestre 2023 (catégories A, B, C)

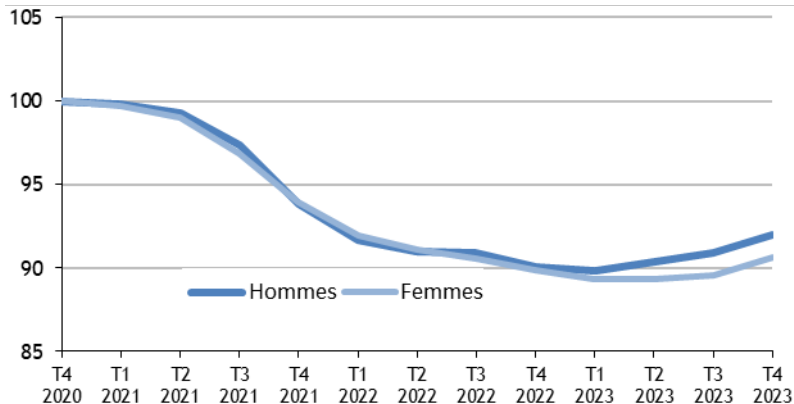
Sur le quatrième trimestre 2023, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente autant pour les hommes que pour les femmes (+1,2 %).

Sur un an, l'évolution est moins défavorable aux femmes (+0,8 % contre +2,2 pour les hommes). Le constat est identique en France métropolitaine.

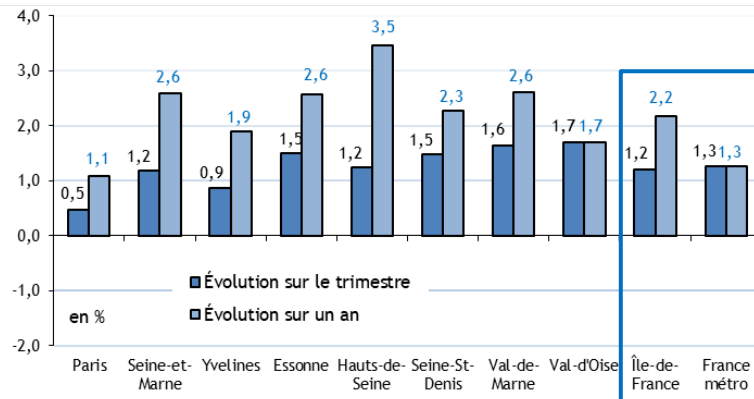
Ces évolutions contrastées s'observent dans tous les départements sauf à Paris, et de façon particulièrement marquée en Seine-et-Marne.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe

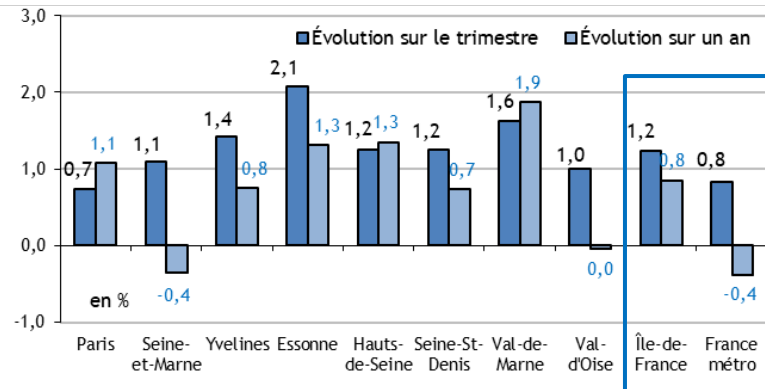
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4e trim 2020)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 4^e trimestre 2023 (catégories A, B, C)

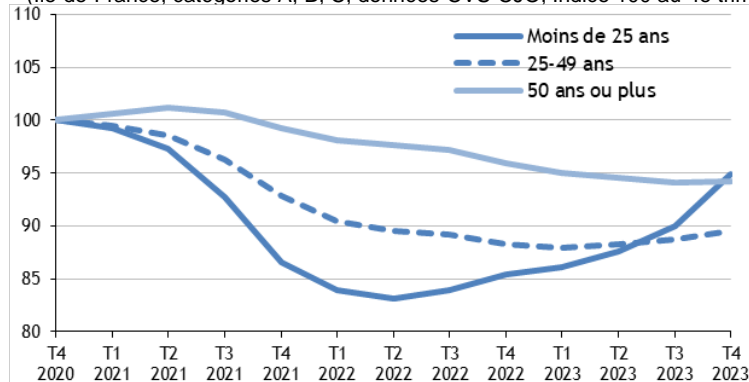
Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente pour toutes les catégories d'âge. Cette hausse est cependant nettement plus forte pour les moins de 25 ans (+5,5 %) que pour les 25-49 ans (+1,0 %) et les plus de 50 ans (+0,1 %).

Sur un an, les écarts sont encore plus défavorables aux plus jeunes. Leur demande d'emploi augmente de 11,0 % alors qu'elle n'augmente que de 1,5 % pour les 25-49 ans et qu'elle diminue de 1,8 % pour les plus de 50 ans. Cette augmentation de la demande d'emploi des jeunes est particulièrement marquée à Paris et dans les Hauts-de-Seine (plus de 16 % d'augmentation sur un an).

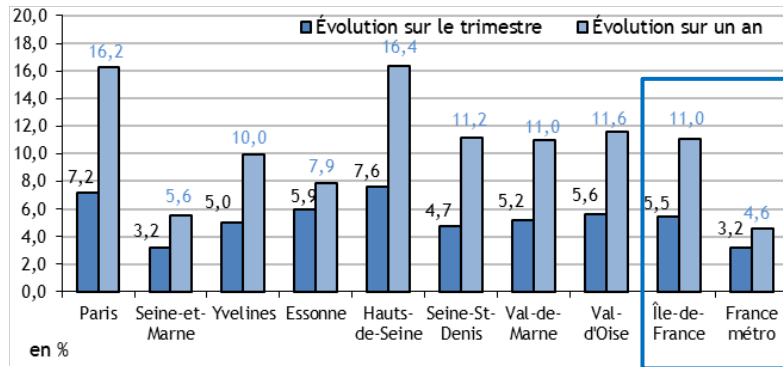
Après 9 trimestre consécutifs de baisse, le nombre de demandeurs d'emploi seniors augmente légèrement ce trimestre. Leur poids demeure donc important (27,3 %) parmi l'ensemble des demandeurs et reste supérieur de plus de 10 points à son niveau d'avant 2010.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

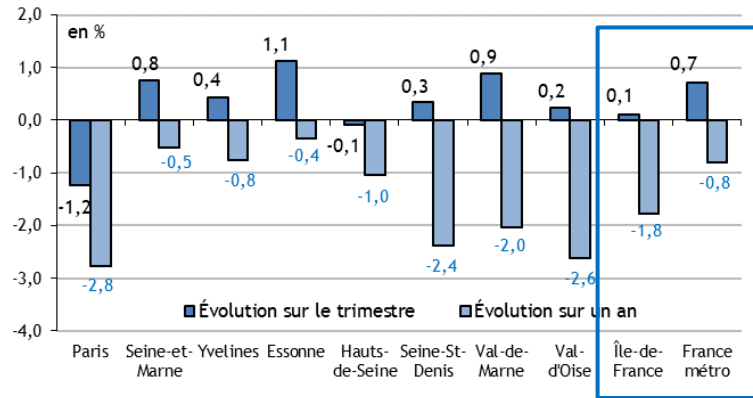
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trim 2020)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché au 4^e trimestre 2023 (catégories A, B, C)

Au quatrième trimestre 2023, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente dans quasi tous les domaines professionnels.

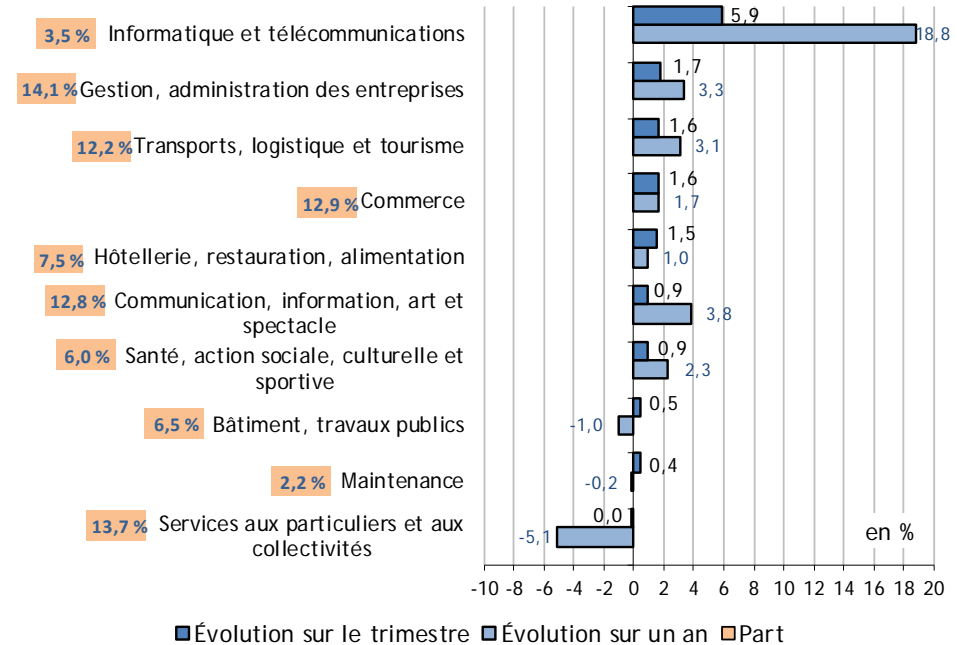
Sur le trimestre, les métiers de l'informatique et des communications enregistrent la plus forte augmentation de la demande d'emploi (+5,9 %).

Seuls les métiers liés aux services aux particuliers et aux collectivités (agents d'entretien, assistants maternels, agents de gardiennage et de sécurité, employés de maison...), recherchés par près de 14 % des demandeurs d'emploi, connaissent une stagnation de leur demande d'emploi sur le trimestre et une forte diminution sur un an (-5,1 %).

Sur le trimestre, les contributions les plus fortes à l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (+11 700) sont celles des métiers de la gestion et administration des entreprises (+2 290) et celles du commerce et de l'informatique et télécommunications (plus de 1 900 chacune).

Sur un an, les contributions les plus fortes à l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (+14 480) sont celles des métiers de l'informatique et des télécommunications (+5 430) et ceux de la communication, l'information, l'art et le spectacle (+4 600).

Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Lecture : au 4^e trimestre 2023, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,5 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre augmente de 1,5 % sur le trimestre et de 1,0 % sur l'année.

Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 4^e trimestre 2023

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus augmente de 0,4 % au quatrième trimestre 2023 après 9 trimestres consécutifs de baisse. Le nombre d'inscrits depuis moins d'un an accélère sa croissance (+1,9 % après +0,9 %). Les demandeurs de longue durée représentent 42,7 % des demandeurs franciliens, soit 0,4 point de moins qu'au trimestre précédent et 2,2 points de moins qu'il y a un an.

Au 3^e trimestre 2023, la durée d'inscription à France Travail, mesurée à partir de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'établit à 323 jours, en hausse de 25 jours par rapport au 2^e trimestre 2023*.

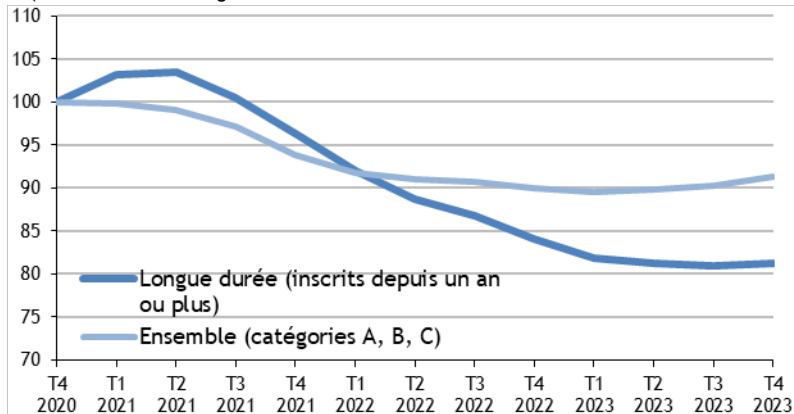
La part des demandeurs d'emploi ayant des droits payables au RSA en Île-de-France reste stable à 12,6 % au quatrième trimestre 2023 (-0,8 point sur un an). En un an, leur nombre diminue de 4,6 % en Ile-de-France (contre -2,7 % en France métropolitaine).

* Si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait inscrit, en moyenne, plus de 10,5 mois consécutifs à France Travail - « Durée de chômage (3^e trimestre 2023) », Statistiques et indicateurs, novembre 2023, France Travail.

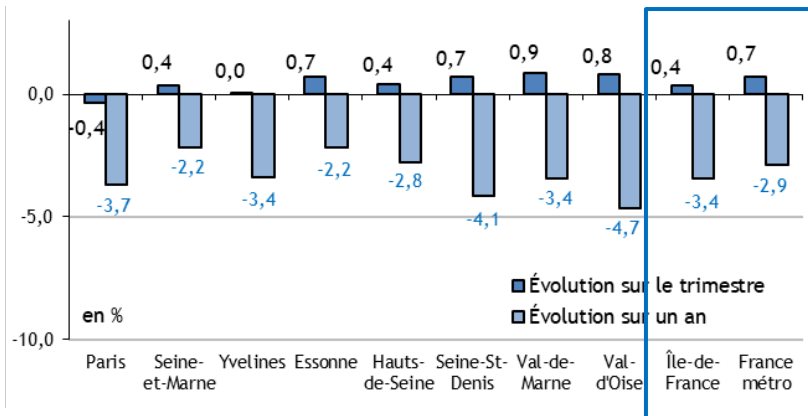
Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
4 ^e trim. 2023	11,5	12,3	12,1	10,7	12,4	15,8	12,8	11,9	12,6	12,9
4 ^e trim. 2022	12,5	13,3	12,9	11,4	13,6	16,3	13,1	12,9	13,4	13,4

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 4^e trim 2020)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

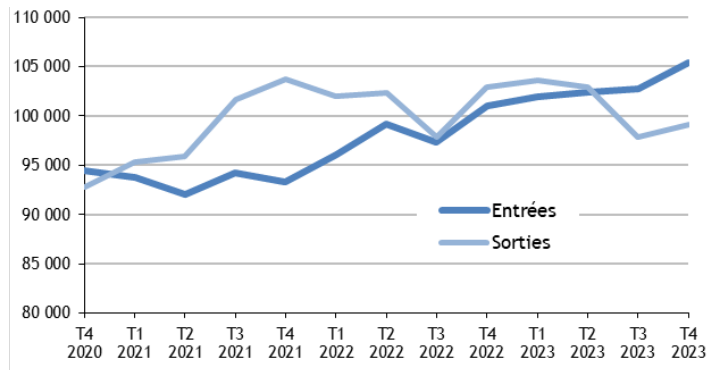


Les entrées et les sorties de France Travail au 4^e trimestre 2023

Entre le troisième et le quatrième trimestre 2023, la hausse du nombre d'inscrits en catégories A, B, C provient d'une hausse des entrées (+2,6 %) plus importante que la hausse des sorties (+1,4 %).

Sur un an, la hausse du nombre d'entrées (+4,4 %) s'explique, notamment, par la progression des démissions (+15,5 %) et des premières entrées (+10,4 %). Parallèlement, la diminution du nombre de sorties (-3,6 %) est surtout liée à la baisse des reprises d'emploi déclarées (-9,5 %) et à des sorties pour défaut d'actualisation (-5,8 %).

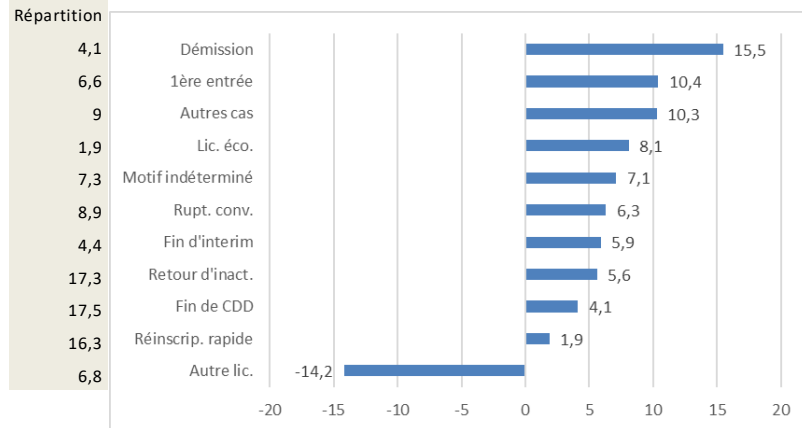
Nombre moyen des entrées et des sorties* des catégories A, B et C de France Travail (Île-de-France, données CVS-CJO)



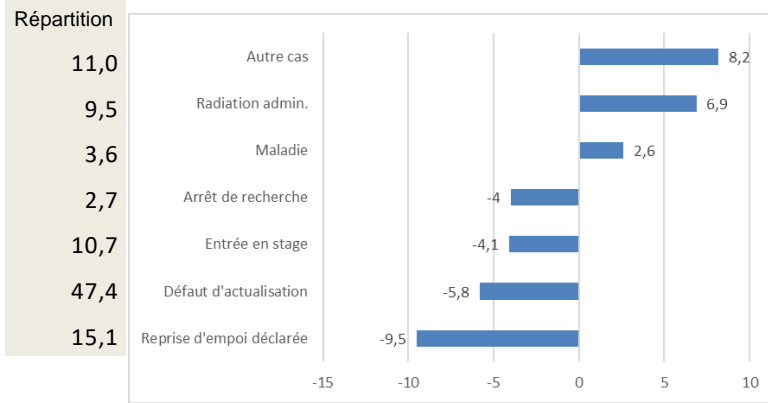
*Entrées = demandeurs d'emploi entrés au cours du mois

Sorties = demandeurs d'emploi sortis au cours du mois (qui étaient inscrits à la fin du mois précédent)

Variation sur un an des entrées à France Travail par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



Variation sur un an des sorties de France Travail par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



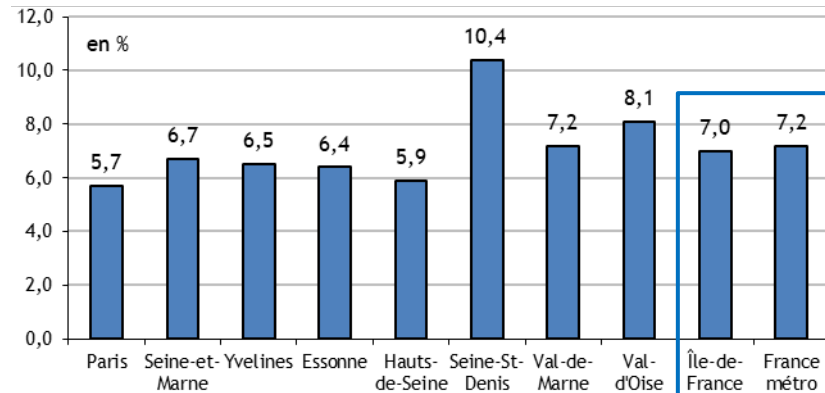
Le taux de chômage au 3e trimestre 2023

Au troisième trimestre 2023, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) augmente (+0,2 point), et s'établit à 7,0 % de la population active, retrouvant son niveau du deuxième trimestre 2022. À l'échelle de la métropole, la dynamique est similaire (+0,2 point, 7,2 % de la population active).

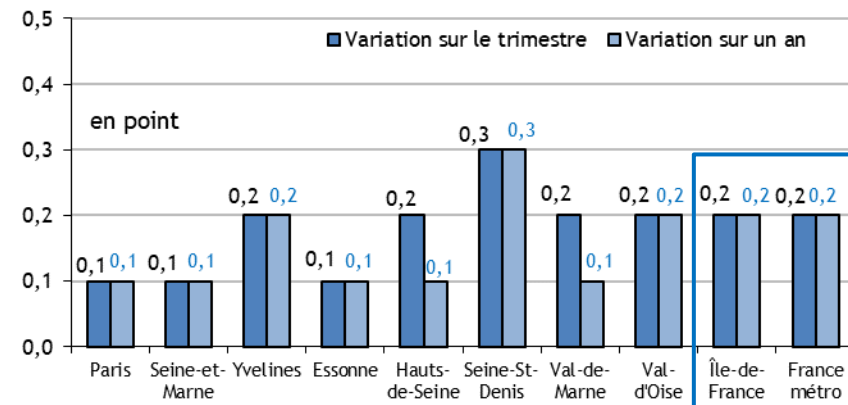
Le taux de chômage augmente dans tous les départements franciliens, de +0,1 point (Paris, Seine-et-Marne, Essonne) à +0,3 point (Seine-Saint-Denis). Les taux les plus élevés se trouvent en Seine-Saint-Denis (10,4 %), dans le Val-d'Oise (8,1 %) et le Val-de-Marne (7,2 %). Les plus faibles sont observés à Paris (5,7 %) et dans les Hauts-de-Seine (5,9 %).

Le taux de chômage augmente dans l'ensemble des régions métropolitaines (de +0,1 à +0,3 point). L'Île-de-France ne se distingue donc pas de la dynamique métropolitaine.

Taux de chômage localisé au 3e trimestre 2023
(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 2^e trimestre 2023 et le 3^e trimestre 2023 (données CVS-CJO semi-définitives)



Les offres d'emploi collectées* par France Travail au 4e trimestre 2023

France Travail n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de France Travail, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion des offres d'emploi.

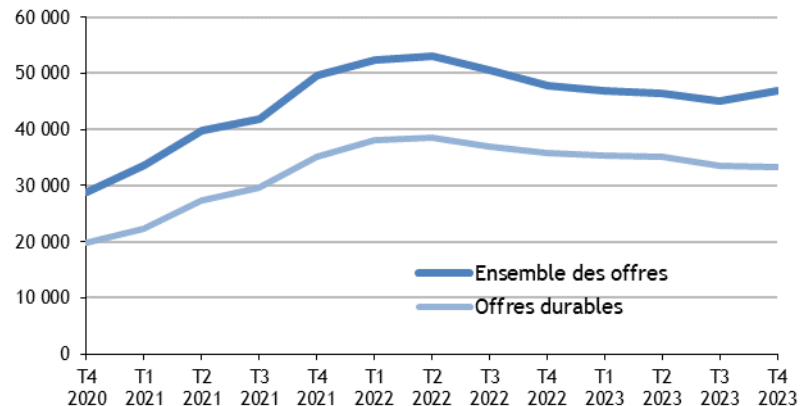
Au quatrième trimestre 2023, 46 810 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par France Travail en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 33 350 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi augmente de 3,7 % par rapport au trimestre précédent (après -3,0 %). Néanmoins, parmi ces offres, celles qui sont durables diminuent de 0,4 % dans l'ensemble de l'Île-de-France et, très fortement dans les départements des Hauts-de-Seine (-10,0 %), du Val-d'Oise (-7,1 %) et de Seine-et-Marne (-5,6 %).

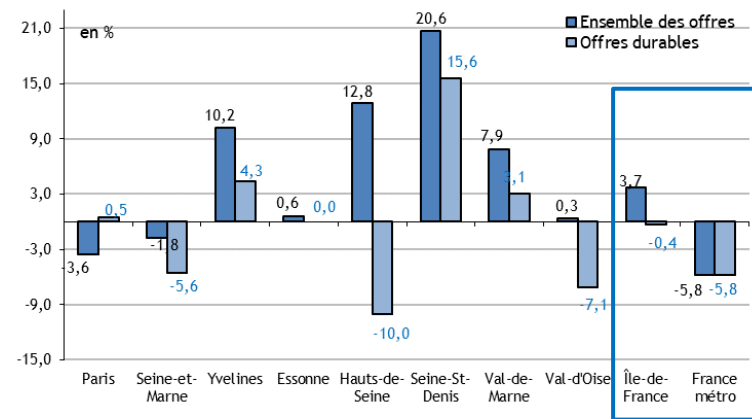
Au sein de la région, les deux départements enregistrant les plus fortes augmentations du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre sont la Seine-Saint-Denis (+20,6 %) et les Hauts-de-Seine (+12,8 %). À l'inverse, le nombre d'offres collectées diminue à Paris (-3,6 %) et en Seine-et-Marne (-1,8 %).

* Ensemble des offres directement déposées à France Travail.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Les tensions sur le marché du travail francilien au 4e trimestre 2023

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,42 point en moyenne au quatrième trimestre 2023, soit 42 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

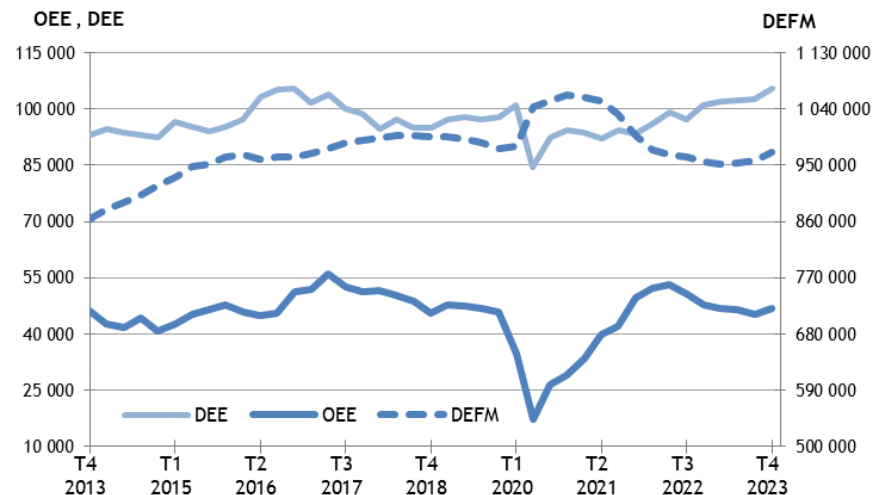
Ce ratio « offres sur demandes » augmente de 0,03 point sur un trimestre. Cette évolution s'explique par une augmentation du nombre d'offres d'emploi collectées (+3,7 %) plus importante que celle du nombre de demandes enregistrées par France Travail (+2,6 %).

Le taux d'écoulement* diminue très légèrement sur le trimestre : 55,5 % des chômeurs inscrits sont sortis des fichiers de France Travail au quatrième trimestre 2023. Ce taux est très proche de son niveau du quatrième trimestre 2022 (56,0 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 71,5 %. Il perd 4,3 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (69,7 %) est plus élevé qu'au trimestre précédent (67,8 %) et que celui du quatrième trimestre 2022 (68,4 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

*Le taux d'écoulement des demandes mesure l'importance des sorties des listes de demandeurs d'emploi. Une valeur élevée de ce taux indique qu'une forte proportion des demandeurs d'emploi présents un an avant ou de ceux entrés dans l'année est sortie des listes dans les douze mois.

Tensions sur le marché du travail

Les tensions selon les métiers au 4e trimestre 2023

Indicateurs de tension au 4 ^e trimestre 2023 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T4 2022 (1)	Taux de tension au T4 2023	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T4 2023 (2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T4 2023 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T4 2023	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T4 2023 (4)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,99	0,75	97,3	54,0	7 504	6,5	-16,1	58,4
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	1,76	1,70	86,0	58,2	10 107	2,3	-1,2	69,4
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	1,09	1,05	89,3	54,6	5 076	1,3	2,1	60,0
Conducteurs de véhicules	0,35	0,32	76,1	53,8	45 144	5,4	-0,3	72,3
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,42	0,34	87,6	52,3	38 989	12,7	-7,7	68,5
Ingénieurs de l'informatique	0,94	0,55	98,7	53,1	21 365	23,2	-24,7	39,3
Personnels d'études et de recherche	0,47	0,38	92,1	57,5	6 922	8,5	-6,4	61,4
Cadres de la banque et des assurances	0,24	0,09	90,1	50,0	3 726	9,5	-56,5	73,6
Vendeurs	0,48	0,42	71,2	59,9	37 008	-4,1	-13,9	67,6
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,41	0,39	77,9	58,8	21 920	3,0	-2,6	71,5
Agents de sécurité et de gardiennage	0,40	1,54	37,7	54,9	18 232	2,7	353,3	74,1
Agents d'entretien	0,18	0,22	61,2	56,9	35 698	-5,7	25,5	80,2
Professionnels des arts et des spectacles	0,12	0,21	15,1	35,9	95 526	3,3	87,2	94,3
Aides-soignants	0,46	0,35	86,4	58,4	13 947	5,0	-19,3	61,6
Ensemble des familles professionnelles	0,45	0,42	71,5	55,5	976 339	-0,6	-2,2	69,7

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à France Travail durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à France Travail durant la même période. Lecture : il y a 0,75 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 4e trimestre 2023, contre 0,99 au 4e trimestre 2022 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à France Travail, selon la famille professionnelle.

(3) Lecture : 59,9 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à France Travail au 4e trimestre 2023.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à France Travail et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de France Travail.

Le redémarrage de l'activité économique, dès le troisième trimestre 2020, provoque un rebond des tensions sur le marché du travail, en lien avec une forte augmentation des offres d'emploi et une forte baisse du nombre de demandeurs d'emploi. Au 4^e trimestre 2023, le taux de tension francilien diminue légèrement par rapport au même trimestre l'année précédente.

Au quatrième trimestre 2023, les tensions sont élevées, quoi qu'en légère baisse par rapport au trimestre précédent, pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance (1,7 offre pour 1 demande). 86 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 71,5 % dans l'ensemble des métiers. Sur le trimestre et sur un an, les taux de tension connaissant les plus fortes progressions concernent les métiers d'agents de sécurité et de gardiennage (1,54 offre pour 1 demande ce trimestre, soit +1,14 point sur l'année). Pour ces derniers, les offres d'emploi ont été multipliées par plus de 4,5 en un an, accroissement exceptionnel en lien avec l'organisation des JO 2024.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 3^e trimestre 2023

Plus de 2 204 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au troisième trimestre 2023 en Île-de-France, dont 585 000 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

Au troisième trimestre 2023, le nombre de DPAE tous contrats confondus est en augmentation en Île-de-France par rapport au même trimestre 2022 (+2,2 %). En revanche, il baisse pour les seuls contrats durables (-2,1 %). Depuis le deuxième trimestre 2022, le nombre d'intentions d'embauches a retrouvé le niveau qui était le sien en 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

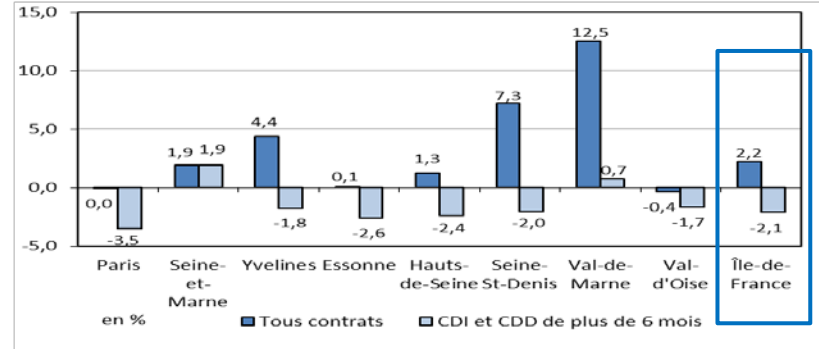
Au sein de la région, le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis affichent les plus fortes hausses sur la période (respectivement +12,5 % et +7,3 % pour l'ensemble des contrats). À l'inverse, dans le Val-d'Oise, le nombre d'intentions d'embauches recule sur la période (tous contrats confondus).

Les DPAE en contrats durables augmentent dans la construction (+2,5 %) et dans l'industrie (+2,2 %). Elles sont quasiment stables dans le commerce (-0,5 %) et diminuent fortement dans les services (-3,3 %).

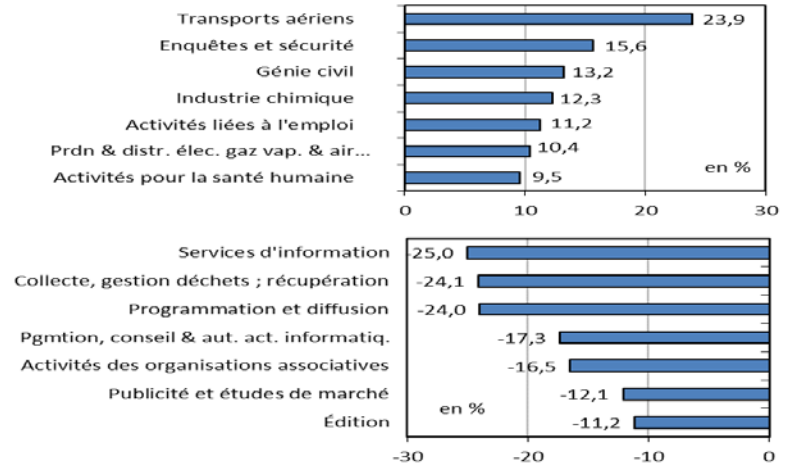
Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (transports aériens, enquêtes et sécurité, génie civil) et ceux qui connaissent les plus fortes diminutions (services d'information, collecte et gestion des déchets, programmation et diffusion)*.

* Seuls les secteurs d'activité qui comptent plus de 1 000 embauches en contrats durables par trimestre sont pris en compte pour ces évolutions.

Évolution annuelle des DPAE par département (T3 2023 / T3 2022)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs
7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T3 2023 / T3 2022)



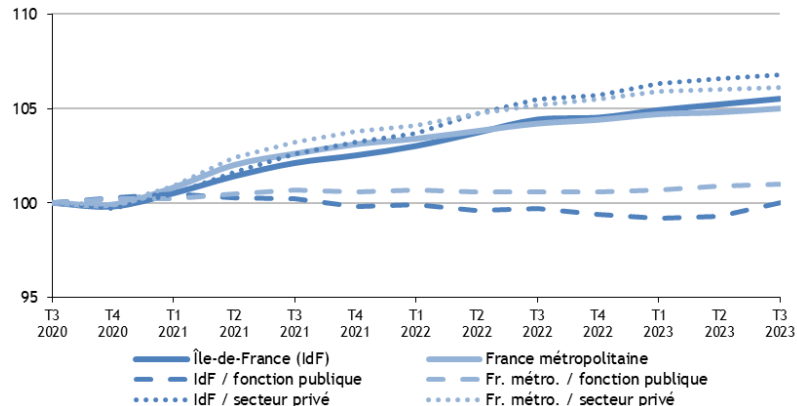
L'emploi salarié au 3e trimestre 2023

Au troisième trimestre 2023, en Île-de-France, l'emploi salarié augmente légèrement : +0,3 % après +0,3 %, soit +17 800 emplois. La croissance de l'emploi semble avoir atteint un rythme plutôt régulier. Toutefois, ce qui est peu usuel, le solde de l'emploi salarié public contribue à plus d'un tiers de cette croissance (contribution de +0,1 point, avec +0,7 % de croissance trimestrielle). L'emploi salarié privé n'est pas aussi dynamique (+0,2 % après +0,3 %).

Cette dynamique n'est pas généralisable à l'échelon métropolitain : en France métropolitaine, le glissement trimestriel des emplois privé et public sont tous deux de +0,1 %.

À l'exception des Yvelines (-0,2 %), l'emploi salarié est à la hausse dans tous les départements, de +0,1 % (Val d'Oise) à +0,6 % (Seine-Saint-Denis).

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 3e trimestre 2020)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T3 2023	T3 2023 / T2 2023		T3 2023 / T3 2022	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 997 550	6 290	0,3	37 440	1,9
Seine-et-Marne	505 300	350	0,1	3 700	0,7
Yvelines	534 330	-880	-0,2	-1 730	-0,3
Essonne	495 070	1 410	0,3	3 880	0,8
Hauts-de-Seine	1 156 790	5 050	0,4	14 250	1,2
Seine-Saint-Denis	674 530	3 780	0,6	9 530	1,4
Val-de-Marne	554 170	1 200	0,2	-550	-0,1
Val-d'Oise	415 580	560	0,1	2 660	0,6
Île-de-France	6 333 320	17 760	0,3	69 170	1,1
France métro.	26 407 680	34 990	0,1	197 020	0,8

L'emploi salarié par secteur au 3e trimestre 2023

Au troisième trimestre 2023, l'augmentation de l'emploi salarié francilien (+0,3 % après +0,3 %, soit +17 800 salariés) est notablement due à la contribution du tertiaire non-marchand. Avec +9400 salariés (+0,6 %), c'est la hausse la plus importante de ce sous-secteur depuis le quatrième trimestre 2013, hormis la hausse en trompe l'œil du trimestre d'après-confinement.

La hausse des services marchands hors intérim (+8100 salariés) contribue presque autant à la croissance de l'emploi, mais il s'agit là d'une contribution plus habituelle.

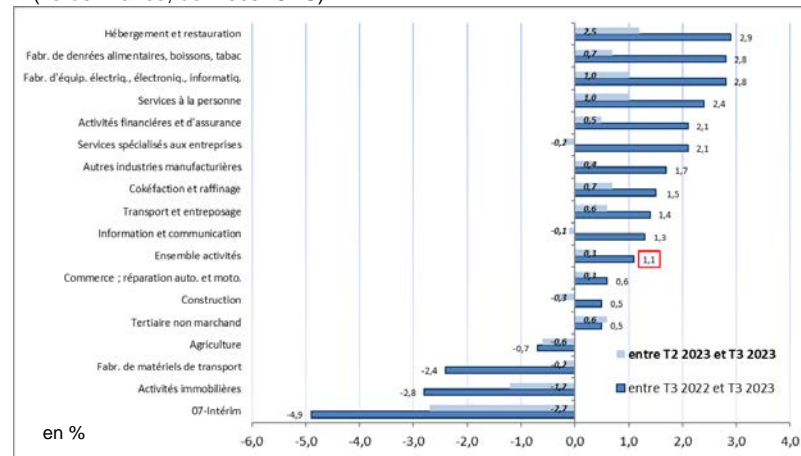
L'emploi salarié dans l'industrie augmente (+0,5 %, soit +2 100 salariés). Dans l'industrie, l'emploi dans la fabrication de matériels de transports diminue légèrement (-0,2%) et cela semble correspondre à une stabilisation par rapport aux périodes précédentes marquées par des baisses plus importantes.

L'emploi salarié dans la construction diminue (-0,3 % après -0,1 %, soit -1 100 salariés), comme en France métropolitaine (-0,3 % après -0,3 %). Alors que l'emploi dans la construction connaissait une croissance depuis 2017, il diminue au troisième trimestre 2023.

Celui dans le commerce augmente légèrement (+0,3% après +0,0 %, soit +2 600 salariés). Ce profil est similaire à celui de France métropolitaine (+0,4 % après +0,1 %).

Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T3 2023	T3 2023 / T2 2023		T3 2023 / T3 2022	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 860	-40	-0,6	-40	-0,7
Industrie	437 560	2 140	0,5	5 740	1,3
Construction	342 550	-1 050	-0,3	1 550	0,5
Commerce	748 480	2 600	0,3	4 310	0,6
Services marchands hors intérim	3 101 820	8 070	0,3	56 690	1,9
Tertiaire non marchand	1 574 340	9 420	0,6	7 180	0,5
Intérim	122 710	-3 390	-2,7	-6 260	-4,9
Secteur privé	5 161 260	10 120	0,2	65 910	1,3
Fonction Publique	1 172 060	7 630	0,7	3 260	0,3
Ensemble des secteurs	6 333 320	17 760	0,3	69 170	1,1

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Les mouvements de main d'œuvre au 3^e trimestre 2023

Au troisième trimestre 2023, en Île-de-France, 2 024 900 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, champ MMO), soit +0,5 % par rapport au trimestre précédent (+0,1 % en France métropolitaine). 2 041 800 contrats prennent fin au premier trimestre 2023, soit +1,9 % par rapport au trimestre précédent (+1,2 % en France métropolitaine).

L'écart positif entre les entrées et les sorties qui diminuait progressivement depuis le deuxième trimestre 2021 en Île-de-France, est devenu négatif depuis le deuxième trimestre 2023, les sorties excédant les entrées. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives.

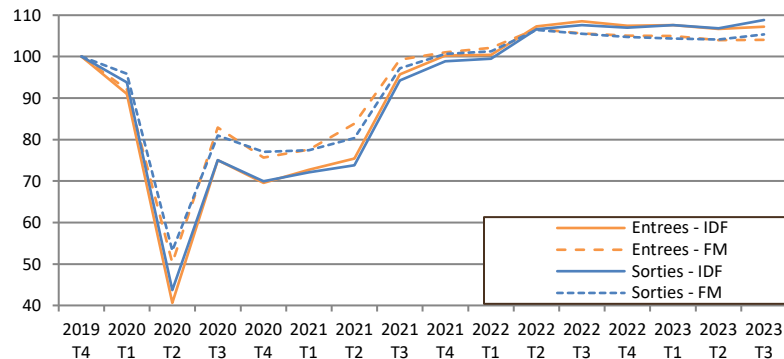
322 900 CDI sont signés, soit 0,7 % de moins qu'au trimestre précédent, tandis que 337 900 CDI prennent fin (+6,9 %).

Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

		Niveau (en milliers)	Évolution trimestrielle (en %)			
		T3 2023	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023
Entrées	Ensemble	2 025	-1,0	0,2	-0,9	0,5
	Industrie	34	-3,4	0,2	-1,3	2,8
	Construction	41	0,2	1,2	-0,9	-1,8
	Tertiaire	1 950	-0,9	0,1	-0,9	0,5
	CDD	1 702	-0,7	0,4	-0,2	0,7
	CDI	323	-2,1	-1,1	-4,0	-0,7
Sorties	Ensemble	2 042	-0,6	0,6	-0,7	1,9
	Industrie	33	-4,7	1,5	-2,2	7,4
	Construction	45	1,3	1,0	1,1	7,1
	Tertiaire	1 964	-0,6	0,6	-0,7	1,7
	CDD	1 704	-0,8	0,5	-0,2	0,9
	CDI	338	0,3	1,4	-3,4	6,9

Mouvements de main d'œuvre

(données CVS-CJO, base 100 au T4 2019)



L'activité intérimaire au 3e trimestre 2023

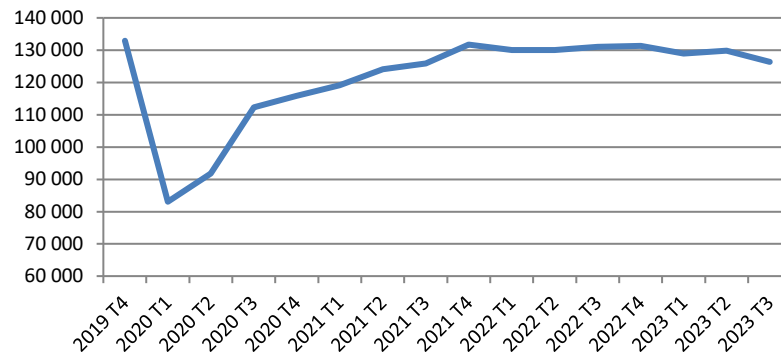
A la fin du troisième trimestre 2023, en Île-de-France, le nombre d'intérimaires est de 126 400 et diminue de 2,6 % (soit -3400 intérimaires). En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires diminue au même rythme (-2,1 %).

Le nombre d'intérimaires dans l'industrie baisse nettement (-5,5 % au deuxième trimestre, soit -1000 intérimaires) pour le troisième trimestre consécutif. Cette baisse est notamment due à celle de la *Production et distribution et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution* (-300 intérimaires) et à la Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (-200 intérimaires), alors qu'au deuxième trimestre, cette baisse était quasi exclusivement due à la *Fabrication de matériels de transport*.

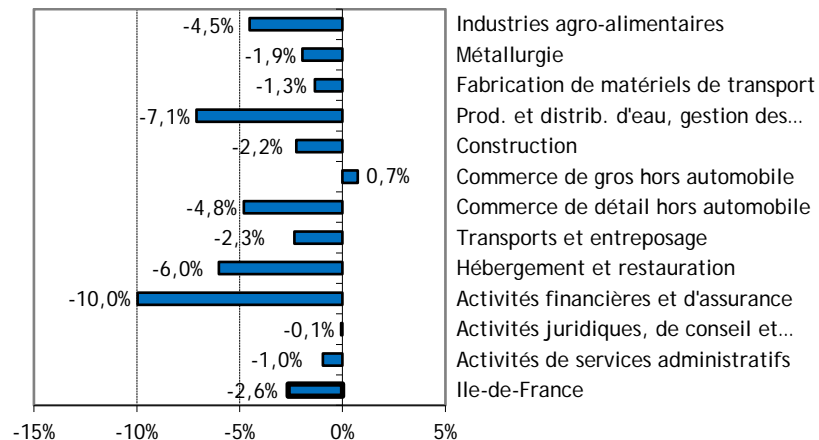
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires diminue de 2,2 % (soit -600 intérimaires). La tendance longue, en Île-de-France comme en France métropolitaine, est baissière dans ce secteur depuis la fin de la crise sanitaire.

Le nombre d'intérimaires dans le tertiaire baisse sensiblement (-2,1 %, soit -1 800 intérimaires) en contrecoup de l'augmentation du deuxième trimestre (-2,4 %). Cette baisse est répartie dans de nombreux sous-secteurs, mais la contribution du *transport et entreposage* est forte (-700 intérimaires). La tendance à moyen terme est celle d'un plateau légèrement baissier depuis début 2022. En France métropolitaine, la dynamique est plus clairement baissière depuis cette date.

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre
(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Les demandes d'activité partielle au 4^e trimestre 2023

En Île-de-France, au cours 4^e trimestre 2023, le nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle* notifiées par les services des Driets/Ddets continue de baisser, s'établissant à 508 pour l'ensemble des départements. Ce niveau demeure cependant supérieur aux nombres de demandes d'autorisations enregistrées avant la crise sanitaire.

Cette baisse régionale trimestrielle masque cependant une hausse pour 3 départements : Paris (Activités juridiques, comptables principalement), la Seine-et-Marne (hébergement restauration) et l'Essonne. Pour le secteur de l'hébergement restauration, des travaux en vue des JOP 2024 peuvent motiver les demandes.

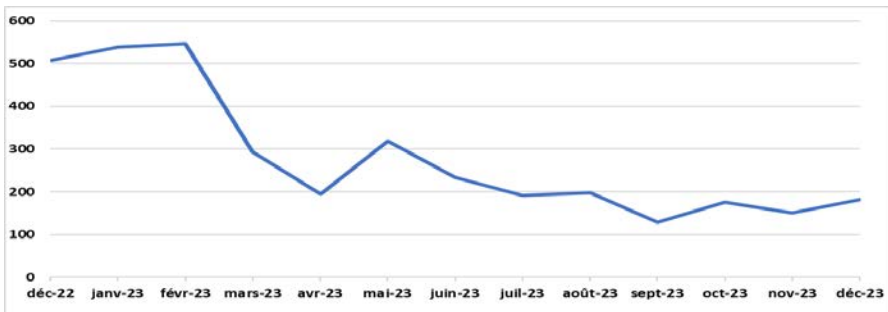
Au 4^e trimestre 2023, les trois secteurs qui concentrent la moitié des demandes d'autorisation régionales sont l'Hébergement et restauration (23%), le Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (20%), et les Activités de services administratifs et de soutien (7%).

La spécificité du dispositif d'activité partielle de longue durée (APLD, instaurée à partir de juillet 2020) mobilisable sur une durée maximale de 48 mois se traduit par des volumes d'heures demandées très conséquents, sans rapport avec le nombre d'heures qui seront réellement indemnisées *in fine*.

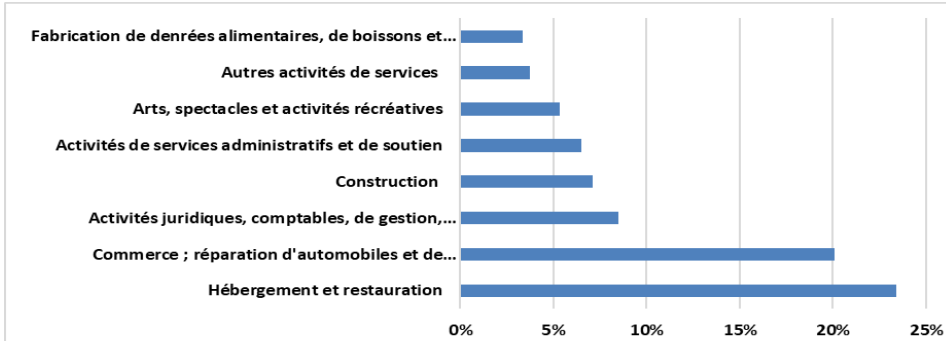
* Avant 2020, on utilisait dans cette synthèse uniquement les décisions ayant le motif de recours « Conjoncture économique ». Avec la crise sanitaire, tous les motifs ont été regroupés.

Autorisations d'activité partielle au T4 2023	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	508	123	45	92	23	53	74	33	65
Octobre	175	33	8	35	5	20	31	12	31
Novembre	151	36	16	21	8	18	22	9	21
Décembre	182	54	21	36	10	15	21	12	13

Évolution mensuelle du nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle sur une année



Secteurs d'activité qui concentrent le plus de demandes d'autorisations au 4^e trimestre 2023



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 4e trimestre 2023

Au quatrième trimestre 2023, 71 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 11 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 4 543 emplois menacés* par des PSE et 753 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. En 2022, ce rythme s'est fortement ralenti, avec moins de 13 000 emplois menacés sur la période. Avec plus de 21 000 emplois menacés, l'année 2023 marque un rebond des restructurations, tout en restant très éloignée des niveaux observés pendant la crise sanitaire.

Au quatrième trimestre 2023, le secteur du commerce, de la réparation d'automobiles et de motocycles cumule le plus d'emplois menacés (1 800). Le secteur des arts, spectacles et activités récréatives est toutefois le plus affecté en proportion de l'emploi local qu'il représente, soit un peu plus de 1000 emplois menacés correspondant à 1,0% des salariés de ce secteur. Le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé en Seine-Saint-Denis (1 800), qui est également le département qui connaît le plus fort impact sur l'emploi local (0,3%).

En 2023, quatre secteurs représentent près de 60% des emplois menacés par des PSE et des RCC : le commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (6 200 emplois menacés), les activités informatiques et services d'information (2 800), les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques (1 600) et les activités financières et d'assurance (1 500).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

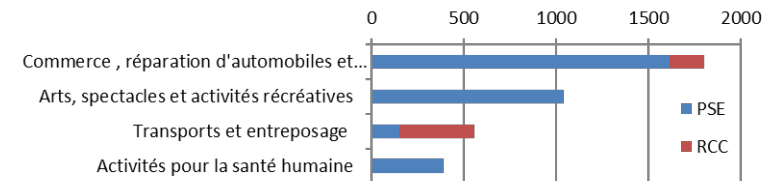
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS de Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
PSE au T4 2023	71	20	2	3	4	16	18	3	5
PSE en 2023	238	76	10	10	13	70	37	10	12
RCC au T4 2023	11	7	0	0	0	2	2	0	0
RCC en 2023	60	27	1	4	4	16	4	2	2

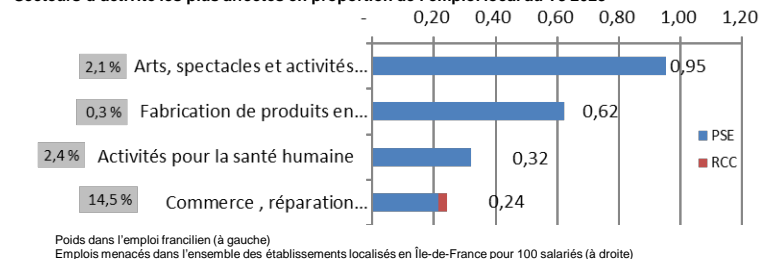
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T4 2023	4543	1244	207	255	174	609	1784	56	214
Emplois menacés par des PSE en 2023	17958	5419	987	800	722	4644	4170	532	684
Emplois menacés par des RCC au T4 2023	753	127	0	0	402	38	10	15	161
Emplois menacés par des RCC en 2023	3588	962	17	77	1467	726	51	62	226

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T4 2023



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de l'emploi local au T3 2023



Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation

Directeur de publication : Gaëtan Rudant

Étude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@drieets.gouv.fr
Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers
Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Drieets Île-de-France sont téléchargeables sur <https://idf.drieets.gouv.fr>



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**